

C'est l'heure de l'Europe : ne trahissons pas l'Ukraine !

L'Ukraine vit des heures angoissantes. L'armée russe, forte d'un budget militaire de 106 Md€ qu'elle veut porter à 135 Md€ en 2025, poursuit son invasion au prix de dizaines de milliers de morts et de la destruction systématique des infrastructures vitales de l'Ukraine : ses centrales énergétiques, ses hôpitaux, ses usines. Malgré la résistance héroïque des Ukrainiens, elle gagne du terrain grâce aux demi-mesures et aux retards de l'aide apportée par leurs alliés, qui se gardent bien de désigner la seule issue admissible de cette guerre : le retrait de la Russie dans ses frontières.

Paralysés par le « chantage au nucléaire » de Vladimir Poutine, Joe Biden et les dirigeants occidentaux ont livré à contretemps des armements en quantité et de portée limitées, sans procurer à l'Ukraine les moyens de la victoire. Préoccupés avant tout par le souci de ne pas concourir à une « escalade », ils ont laissé le Kremlin franchir successivement toutes les étapes de la surenchère militaire, jusqu'à l'arrivée ces derniers jours de 10 000 soldats nord-coréens, couronnée par l'emploi de charges chimiques et d'un missile intercontinental.

Tétanisés par les rodomontades de Donald Trump, les gouvernements européens se préparent-ils *mezza-voce* à accepter, avec un lâche soulagement, que la nouvelle administration américaine négocie un accord de cessez-le-feu au détriment de la volonté ukrainienne ?

La trahison de l'Ukraine signerait l'arrêt de mort du projet européen : triomphant aujourd'hui, Poutine reprendrait dans deux, cinq ou sept ans ses guerres de conquête contre l'Ukraine, mais aussi la Géorgie, la Moldavie ou les Pays baltes. L'ensemble du continent glisserait vers l'abîme. Notre sécurité, nos libertés et nos valeurs sont directement menacées. Il faut donc agir, vite.

L'OTAN est suspendue au bon vouloir de la Maison blanche. L'Union européenne se heurte à l'indécision et la pusillanimité de certains chefs d'État et de gouvernement et au double jeu du premier ministre hongrois Viktor Orban. C'est pourquoi nous en appelons à la prompte mise en place d'une **coalition des États européens volontaires** — qu'ils soient ou non membres de l'UE (comme le Royaume-Uni et la Norvège).

Cette coalition pourrait très rapidement s'accorder sur un ensemble de mesures :

1. **Assurer le financement de l'armement nécessaire**, réclamé par Kyiv, en confisquant et transférant à l'Ukraine les 200 Md€ d'avoirs de la Banque centrale de Russie actuellement bloqués en Europe. Compte tenu de l'ampleur des besoins du pays ruiné par la guerre d'agression (évalués par la Banque mondiale à 483 Md\$ au 1er janvier 2024), non seulement le droit international le permet, mais l'urgence le justifie. Cela raffermirait aussi la souveraineté collective européenne sur la scène internationale.

2. **Protéger le ciel et la frontière Nord de l'Ukraine :**
 - En autorisant les Ukrainiens à frapper en Russie, avec les armes que nous leur procurons, les sites militaires d'où partent les attaques de Moscou ;
 - En fournissant une quantité significative de batteries et de vecteurs anti-aériens, afin d'arrêter la destruction des infrastructures civiles ;
 - En neutralisant avec le concours de nos forces aériennes et antiaériennes, depuis l'espace européen, les missiles et drones à moyenne et longue portée lancés contre les villes ukrainiennes ;
 - En envoyant un contingent, formé par la coalition des pays volontaires, pour protéger la frontière de l'Ukraine avec le Bélarus, afin de permettre aux troupes ukrainiennes immobilisées sur ces positions de rejoindre le front. Cette intervention défensive serait la meilleure réponse à l'implication aux côtés des forces russes de troupes du régime totalitaire de Kim Jong-un et le signe de notre détermination, susceptible de dissuader Poutine d'aller plus loin.

3. **Refuser tout accord de paix qui ne prenne pas en compte :**
 - la dimension humaine (et pas seulement territoriale) de l'invasion russe : aucun Ukrainien ne doit être retenu contre son gré en Russie. Le retour en Ukraine des populations déportées par l'armée russe, dont des dizaines de milliers d'enfants kidnappés, n'est pas négociable ;
 - la sécurité de l'Ukraine : lui imposer le statut d'État démilitarisé ou neutre la mettrait en danger, alors qu'elle a, au contraire, vocation à entrer dans l'OTAN, seule garantie à long terme de l'inviolabilité de son territoire.

Quoi qu'en dise la propagande du Kremlin, aucune de ces mesures n'implique d'entrer en guerre avec la Russie. Leur coût est limité. Elles sont vitales pour un pays qui défend sa liberté et protège les nôtres.

Premiers signataires :

Sylvie Rollet, présidente de l'association *Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre*

Pierre Raiman, historien, co-fondateur de l'association *Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre*

Galia Ackerman, historienne, rédactrice en chef de « Desk Russie »

Julien Bayou, avocat, ancien député

André Gattolin, universitaire, ancien sénateur

Emmanuel Wallon, professeur émérite de sociologie politique à l'université Paris-X.

Envoyez vos signatures à appelpourukraine@gmail.com